

- Les négociateurs des États-Unis et du Mexique se sont entendus pour revoir une partie de l'Accord de libre-échange nord-américain; l'Union européenne a exprimé sa volonté de retirer les tarifs sur tous les produits industriels américains si les États-Unis sont prêts à faire de même.
- Les actions américaines ont grimpé pendant le mois, tandis que les actions britanniques se sont effondrées et que les actions européennes ont reculé. Les rendements des obligations des principaux marchés développés ont en général reculé.
- Les investisseurs peuvent trouver réconfort dans l'économie mondiale toujours solide, ainsi que dans le fort momentum de la croissance des bénéficiaires des sociétés et dans les évaluations des actions qui semblent toujours raisonnables dans un contexte de taux d'intérêt faibles, quoiqu'en augmentation.

Contexte économique

Les négociateurs des États-Unis et du Mexique se sont entendus pour revoir une partie de l'Accord de libre-échange nord-américain (ALENA), ce qui laisse la composante Canada-États-Unis à résoudre lors des négociations continues à la fin du mois. L'Union européenne a exprimé sa volonté de retirer les tarifs sur tous les produits industriels américains – y compris les automobiles (qui ont constitué un point d'achoppement avec l'administration du président Donald Trump) – si les États-Unis sont prêts à faire de même. Entre-temps, la Chambre de commerce des États-Unis, un groupe de lobbyistes axé sur les entreprises avec une influence sans égal sur la politique conservatrice, a lancé une campagne de pression pour souligner les dangers économiques de se fier aux tarifs dans la politique commerciale.

Le gouvernement britannique a publié un ensemble de plans d'urgence à la fin d'août détaillant comment les segments de l'économie britannique devraient se préparer en cas d'un échec dans la mise en place d'une entente Brexit avec l'Union européenne avant la date limite de l'automne; le gouvernement français a annoncé son intention de faire de même alors que les négociations ont persisté. Les ministres du cabinet britannique ont affirmé au cours du mois qu'il n'existe que deux résultats de négociation réalistes : un qui ressemble énormément au « plan de Chequers » de la première ministre Theresa May et un autre où aucune entente n'est conclue. Le négociateur en chef du Brexit pour l'Union européenne, Michel Barnier, a affirmé à la fin d'août qu'il espère toujours une entente commerciale unique entre l'Union européenne et le Royaume-Uni, tout en écartant la possibilité d'un accès au marché unique.

La Banque du Canada n'a tenu aucune rencontre de politique monétaire en août, et a gardé son taux de financement à un jour inchangé à 1,50 % lors de sa rencontre du début de septembre, après une augmentation de 0,25 % en juillet. Le Conseil de direction a souligné à la fin septembre que des hausses de taux supplémentaires seront probablement nécessaires pour garder l'inflation près de sa cible, et surveille attentivement les négociations de l'ALENA étant donné leur portée sur l'économie. Le Federal Open Market Committee des États-Unis n'a pris aucune nouvelle mesure de politique monétaire, selon sa déclaration du premier août. Le procès-verbal publié plus tard au cours du mois a révélé que la plupart des membres estiment qu'une autre hausse de taux serait probablement nécessaire dans un avenir rapproché étant donné les conditions économiques actuelles favorables. Le président de la Réserve fédérale américaine, Jerome Powell, a offert une mesure d'accommodement lors du sommet annuel de la banque centrale à Jackson Hole, au Wyoming, affirmant que son comité de politique tenterait d'éviter une réaction exagérée pour ce qui est des hausses de taux en cas de données économiques peu concluantes. Le Comité de politique monétaire de la Banque d'Angleterre a voté à l'unanimité au début d'août pour augmenter le taux bancaire à 0,25 %, sa deuxième hausse du cycle actuel. Le gouverneur de la banque, Mark Carney, a exprimé sa volonté de conserver son poste après son départ prévu l'été prochain pour aider à fournir une certaine stabilité tandis que le Royaume-Uni est aux prises avec son départ de l'Union européenne. La Banque centrale européenne et la Banque du Japon n'ont tenu aucune rencontre en août; les deux ont gardé le cap pour ce qui est de la voie de leurs politiques après les rencontres de la mi-juillet, et la banque centrale du Japon a indiqué qu'elle compte offrir des indications prospectives plus précises afin de tenter d'influencer sa cible d'inflation.

Selon Statistique Canada, le taux d'inflation (mesuré par la variation de l'Indice des prix à la consommation [IPC]) a grimpé de 0,5 % en juin. Pour la période de douze mois, l'IPC a gagné 3,0 %, soit le niveau le plus élevé en près de sept ans. Les tendances des prix à la consommation ont été asymétriques en juillet, avec l'Indice des prix des produits industriels (IPPI) reculant de 0,2 %, tandis que l'Indice des prix des matières brutes (IPMB) a augmenté de 0,7 %. Les prix sur douze mois ont augmenté de 6,6 % pour l'IPPI et de 22 % pour l'IPMB. La grande majorité des pressions inflationnistes s'expliquent par les gains des prix liés à l'énergie.

Les rapports du secteur manufacturier aux États-Unis pour le mois d'août ont dépeint une croissance des nouvelles commandes toujours solide, tandis que la croissance du secteur des services a reculé. Les prix des dépenses de consommation personnelles de base (la mesure d'inflation privilégiée de la Fed) ont légèrement augmenté pour atteindre 2,0 % en juillet, ce qui est exactement conforme au niveau d'inflation cible de la banque centrale. La croissance économique a été ajustée à la hausse de 0,1 %, à un taux annualisé de 4,2 % pour le deuxième trimestre.

La croissance du secteur des services du Royaume-Uni a accéléré en août, affichant des conditions saines, tandis que la croissance du secteur manufacturier a ralenti à des niveaux plus modestes. Le nombre de demandeurs de prestations d'assurance-chômage est resté stable à 2,5 %. Le taux de chômage pour la période d'avril à juin a reculé de 0,2 % pour atteindre 4,0 %, même si la croissance des bénéficiaires moyenne sur douze mois a légèrement reculé à 2,4 %. La croissance économique globale a atteint 0,4 % pour le deuxième trimestre, une amélioration de 0,2 % depuis les données finales du trimestre précédent.

La croissance manufacturière dans la zone euro a ralenti en août, tandis que les services se sont raffermis. Toutefois, les deux mesures restent à deux niveaux d'expansion sains, quoique nettement inférieurs à leurs sommets respectifs du début de 2018. Le sentiment économique poursuit sa tendance à la baisse en raison du ralentissement de la croissance économique. Le taux de chômage dans la zone euro était de 8,2 %, ce qui est inchangé par rapport aux données révisées à la baisse de juin. La croissance économique totale a été ajustée à la hausse de 0,1 % pour le deuxième trimestre, pour atteindre 0,4 % et 2,2 % pour la période de douze mois terminée en juin.

Répercussions sur les marchés (en dollars canadiens)

Les obligations à rendement réel ont été en tête du marché à revenu fixe, ce qui les ont aidées à compenser une partie de leurs pertes de juillet, car les pressions inflationnistes ont continué de s'accumuler. Les obligations de sociétés ont continué de dépasser les obligations gouvernementales, même si les deux ont été positives, et les obligations gouvernementales ont été de nouveau positives pour la période depuis le début de l'année. Les bons du Trésor à 30 jours et les obligations de prêts hypothécaires résidentiels ont été légèrement positifs en août. Les obligations à rendement élevé américaines ont offert des rendements mensuels solides en dollars canadiens et ont conservé la plus grande partie de leur performance lorsque couvertes contre le risque de change.

Les marchés boursiers mondiaux ont été positifs, avec en tête les petites sociétés américaines. Les sociétés nationales ont éprouvé de la difficulté malgré certaines zones de grande fermeté dans les soins de santé, et dans une moindre mesure, dans la technologie de l'information. Les secteurs cycliques – principalement les matériaux, mais aussi l'énergie et la consommation discrétionnaire – ont enregistré les pires pertes. Les actions internationales ont le moins bien performé, les marchés émergents ayant été particulièrement faibles, et le Brésil a subi un recul de plus de dix pour cent.

Données indicielles (août 2018)

- L'indice composé S&P/TSX a reculé de 0,82 %.
- L'indice obligataire universel Canada FTSE TMX a enregistré un rendement de 0,75 %.
- L'indice S&P 500, qui mesure les actions américaines, a augmenté de 3,41 %.
- L'indice MSCI Monde tous pays (net), utilisé comme étalon pour évaluer le rendement des actions mondiales, a progressé de 0,94 %.
- L'indice ICE BofA Merrill Lynch US High Yield Constrained, qui représente les marchés obligataires américains à rendement élevé, a produit 0,67 % (couvert contre le risque de change) et 0,88 % (non couvert).

- L'indice de la volatilité de la bourse d'options de Chicago, une mesure de la volatilité implicite de l'indice S&P 500 aussi connue sous le nom d'« indice de la peur », a terminé le mois d'août où il l'a commencé, soit 12,83 au début du mois, et 12,86 à la fin du mois.
- Les cours du pétrole brut WTI Cushing, un indicateur clé des fluctuations du marché pétrolier, sont passés de 68,76 \$US le baril à la fin de juillet à 69,80 \$US le dernier jour d'août.
- Le huard s'est raffermi par rapport aux principales devises mondiales, terminant le mois d'août à 1,30 \$CA par \$US. Le dollar américain s'est raffermi contre la livre sterling et l'euro, mais s'est affaibli contre le yen, terminant le mois à 1,30 \$ contre la livre sterling, 1,16 \$ contre l'euro et à 110,89 yens.

Société de placements SEI Canada, filiale en propriété exclusive des SEI Investments Company, est le gérant des Fonds SEI au Canada.

Les informations fournies le sont à titre d'information générale et à titre éducatif uniquement et ne constituent pas un avis juridique, fiscal, comptable, un conseil financier ou de placement à propos des Fonds ou de tout titre en particulier, ni une opinion à l'égard de la pertinence d'un placement. Les informations ne devraient pas non plus être interprétées comme une recommandation quant à l'achat ou à la vente d'un titre, d'un produit dérivé ou d'un contrat à terme. Il n'est pas recommandé d'agir en fonction de l'information contenue dans ce document, à moins d'obtenir expressément un avis juridique, fiscal, comptable et financier auprès d'un professionnel en placement. Le présent document est une évaluation de la situation des marchés à un moment précis et ne constitue pas une prévision d'événements à venir ou une garantie de rendements futurs. Il n'est pas garanti qu'à la date de parution du présent document les titres mentionnés étaient ou non détenus par les Fonds SEI.

Le présent document pourrait contenir des « informations prospectives » (« IP ») telles que définies par les lois sur les valeurs mobilières canadiennes applicables. Les IP sont des déclarations se rapportant à des événements, des conditions ou des résultats probables et reposent sur des hypothèses au sujet de conditions économiques et de plan d'action futurs. Les IP sont exposées à divers risques, incertitudes et autres facteurs qui pourraient faire en sorte que les résultats réels diffèrent grandement des attentes explicites ou implicites associées au présent document. Les IP reflètent les attentes actuelles en ce qui concerne les événements actuels et ne sont pas une garantie de rendements futurs. Les IP figurant dans le présent document ou mentionnées à titre de référence sont fournies dans l'unique but de communiquer des attentes actuelles et pourraient ne pas être appropriée dans d'autres circonstances.

Bien que les sources externes sur lesquelles se fondent certaines informations fournies sont jugées fiables, SEI ne garantit ni leur fiabilité ni leur intégralité et ces dernières pourraient changer sans préavis.

Les rendements indiciaires sont présentés à des fins illustratives uniquement et ne représentent pas des rendements réels. Les rendements indiciaires ne reflètent pas les frais de gestion, les coûts de transaction et autres charges. Les indices ne sont pas gérés et il n'est pas possible d'y investir directement.

Les opérations sur fonds communs de placement peuvent entraîner des commissions, des frais de suivi, des frais de gestion et d'autres types de frais. Les fonds communs de placement ne sont pas garantis; leur valeur fluctue fréquemment et leurs rendements antérieurs peuvent ne pas se répéter.